



Le point sur les résistances étatiques à l'hégémonie
néolibérale en Amérique latine

Xavier Dupret
Septembre 2021
101.777 signes

Table des matières

Introduction	4
L'Argentine et sa dette extérieure : encore et toujours	9
Le cas argentin.....	9
Quelles marges de manœuvre ?	13
Cuba et les sanctions : de quoi parle-t-on ?	17
Les débuts de la guerre économique	17
En route vers l'extraterritorialité.....	18
Et Trump est arrivé	20
Effets concrets des sanctions.....	22
Des sorties ?.....	24
Pérou : la gauche bloquée ?	27
Comme un air de famille	27
Montée des tensions en perspective ?.....	29
Reprendre son destin en main après la pandémie.....	31
Questions politiques.....	34
Conclusion	37

Table des illustrations

Figure 1. Taux de croissance (%) comparés du PIB et de la dette extérieure de l'Argentine (1980-2001).....	11
Figure 2. Inflation annuelle en Argentine (%) depuis 1991	15

Introduction

Lorsque les milieux alternatifs évoquent, chez nous, les résistances à l'hégémonie néolibérale au Sud, il est dorénavant usuel de présenter ces initiatives et pratiques comme émanant fondamentalement de la sacro-sainte « société civile organisée ». L'émergence de ce récit a sans doute beaucoup à voir avec le succès de l'entreprise de délégitimation de l'action publique, même dans des milieux de gauche, depuis la restauration néolibérale des années 1980. En tout état de cause et sans vouloir polémiquer inutilement, ce prisme de lecture ne permet pas de décrire comment et pourquoi des Etats, se voulant, ô comble, par les temps qui courent, de l'infréquentabilité politique, souverains, se signalent, depuis des décennies parfois, à l'attention de l'opinion publique internationale par une opposition farouche à l'hégémonie états-unienne. Cette dernière s'est historiquement manifestée pour la première fois en Amérique latine à la suite de la mise en œuvre de la doctrine Monroe par les autorités états-uniennes en 1823. Jusqu'aux années 1980, l'interventionnisme états-unien a principalement revêtu la forme de soutien ouvert à des putschs militaires dont le moins célèbre n'est pas le *pronunciamiento* qui a coûté la vie à Salvador Allende au Chili en 1973.

Ce dernier faisait, au demeurant, partie d'un plan plus vaste pour mater les visées « subversives » au sud du Río Grande plus connu sous le nom d'opération Condor. Au milieu des années 1970, des dirigeants des services secrets chiliens, boliviens, uruguayens et argentins se sont réunis afin de définir les modalités d'une coopération internationale destinée à éliminer les foyers d'agitation et de protestation dans la région. Suite à cette rencontre, des opérations d'assassinats ont été organisées un peu partout dans la région. L'histoire a surtout retenu l'exécution à Buenos Aires du général chilien en exil Carlos Prats, considéré comme un sérieux rival par le général Pinochet, alors au pouvoir à Santiago. En 1975, les polices politiques de six pays (Uruguay, Paraguay, Chili Bolivie, Argentine et Brésil), ainsi que ceux, dans une moindre mesure, du Pérou et du Venezuela ont définitivement formalisé les trois piliers de l'opération Condor. Il s'agissait, tout d'abord, de mettre en œuvre une coopération renforcée afin de surveiller les opposants de gauche. Cet axe de travail comprenait également un échange permanent d'informations entre services de la région, lesquels partageaient une base de données communes. Ensuite, des interventions internationales étaient programmées entre les différents services précités afin de faire disparaître des militants des organisations politiques et syndicales opposées aux juntes militaires. Enfin, un commando spécial a été créé

dans le but d'assassiner des leaders d'opinion susceptibles de conduire des mouvements massifs de protestation. C'est de cette façon que fut éliminé à Buenos Aires en 1976 Juan José Torres, l'ancien président bolivien dont les opinions socialistes étaient, par ailleurs, bien connues.

L'opération Condor s'est surtout caractérisée par un niveau de planification, de coordination et d'organisation qualitativement très supérieur aux opérations de déstabilisation conduites auparavant. Ces dernières consistaient, pour l'essentiel, en une pression bilatérale directe de Washington à l'encontre d'un Etat particulier. Par exemple, lorsque les intérêts de la United Fruit Company furent ébranlés en 1954 par la présidence de Jacobo Árbenz, la CIA a organisé une armée rebelle au Guatemala sans passer par le développement de stratégies régionales de coopération. La « gestion » des tensions avec des gouvernements progressistes opposés aux intérêts états-uniens dans la région relevait donc, à cette époque, du cas par cas sans intégration, au préalable, d'une « gouvernance » de la répression.

De ce point de vue, l'opération Condor a représenté une rupture majeure tant et si bien, et c'est le cœur de l'hypothèse que nous exposerons, que le retrait des juntas militaires, durant les années 1980, n'a pas marqué, loin de là, la fin de l'ingérence états-unienne en Amérique latine. Au contraire, il conviendrait de définir les régimes latino-américains contemporains comme des démocraties post-Condor profondément contestées par les mouvements sociaux se voulant porteurs d'une alternative politique. Le niveau de subtilité stratégique et de qualité de la « gouvernance » manifestée, à l'occasion de l'opération Condor, a, une fois passée l'étape de normalisation forcée, permis de mettre en œuvre un système d'asservissement volontaire parfaitement compatible avec les formes de la démocratie libérale.

Les liens de subordination dont il est ici question revêtent tantôt la forme de la dépendance économique (comme la dette extérieure), tantôt celle de mécanismes de sanctions de nature économique mais à visée intrinsèquement politique destinée à isoler un pays et, par conséquent, mettre sous pression son gouvernement. Pour terminer, on relèvera le cas très intéressant de l'organisation de démocraties libérales oligarchiques dont l'ordre constitutionnel empêche l'élaboration de projets de sociétés alternatifs en rupture avec le néolibéralisme. Très schématiquement, l'Argentine appartient assez clairement au premier groupe de pays dont la position périphérique repose sur un ensemble de liens de dépendance,

notamment financiers, rendant difficilement concevable, sauf circonstances exceptionnelles, la mise en œuvre d'un contrôle un tant soit peu effectif de l'économie par le politique. Parallèlement, des Etats comme le Venezuela ou Cuba constituent très nettement, pour leur part, des cibles de choix pour la politique de sanctions des Etats-Unis. Le but de la manœuvre dans le chef de Washington consiste à couper ces pays de débouchés extérieurs pour leurs exportations et/ou compromettre leurs bonnes relations avec des investisseurs potentiels. Les décideurs américains, qu'ils soient démocrates ou républicains, misent sur le fait que les déséquilibres économiques et sociaux résultant de cette mise sous pression seront, *in fine*, propices à un changement de régime. Enfin, le Chili ou le Pérou appartiendraient davantage au troisième groupe de pays se caractérisant par une forme de constitutionnalisation du néolibéralisme. Voilà pourquoi tant l'émergence du mouvement social chilien d'octobre 2019 que la victoire des forces de gauche au Pérou se sont accompagnées de revendications visant à modifier le droit constitutionnel en vigueur de façon à mettre fin au cycle d'alternances sans alternatives inauguré à la fin des années 1980 et donc, ce faisant, élargir le champ des possibles pour la mise en œuvre de politiques socioéconomiques novatrices et plus inclusives.

Le reflux des gauches en Amérique latine qui avait commencé avec l'élection de Mauricio Macri à la présidence argentine en 2015 semble, pour partie, derrière nous. C'est ainsi qu'au Brésil, Lula fait, pour l'heure, figure de grand favori des sondages pour la présidentielle de 2022. Pour autant, on ne sortira pas trop vite les trompettes thébaines. En effet, résister à l'ordre néolibéral du monde qui s'est imposé à la surface du globe depuis le début des années 1990 implique, dans certains cas, une bonne dose d'isolement, de tensions internes et/ou de sacrifices. C'est le cas des trois pays que cette étude a choisis de passer en revue, à savoir l'Argentine, Cuba et le Pérou.

Tout d'abord, on évoquera la situation, ô combien problématique, de l'Argentine qui subit les affres d'une nouvelle situation de surendettement avec les complications qu'un épisode de ce type occasionne habituellement (rupture avec des sources de financement extérieur, fuite des capitaux, dépréciation de la devise nationale et inflation). Après la victoire de Macri, l'idéologie dominante semblait avoir trouvé une solution aux problèmes de déséquilibres structurels de la balance des paiements du pays. Puisqu'il manquait des dollars sur les comptes de la Banque Centrale de la République d'Argentine (BCRA), il suffisait de retourner sur les marchés pour s'endetter. Afin de rassurer les investisseurs, l'Administration

Macri s'est empressée de conclure un accord avec les fonds vautours qui n'avaient cessé de harceler le gouvernement argentin devant les tribunaux depuis 2009. Pour rappel, les fonds vautours désignent des investisseurs d'un genre particulier qui rachètent les dettes de débiteurs en cessation de paiement pour un prix *discount*. Une fois l'opération réalisée, les fonds vautours se tournent vers les tribunaux dans le but de forcer l'emprunteur défaillant à rembourser la totalité de sa créance en plus d'importants intérêts de retard. L'affaire avait trouvé un dénouement à tout le moins fâcheux, en ce qui concerne Buenos Aires, lorsqu'en 2014, la Cour Suprême des Etats-Unis confirmait la décision d'un juge new-yorkais qui condamnait l'Argentine à devoir capituler devant les exigences des vautours. Pour faire pression sur le gouvernement Kirchner, la justice américaine a alors empêché que les créanciers ayant auparavant accepté les termes de la restructuration puissent être payés. Par ordre de justice, les paiements du gouvernement argentin ont donc été bloqués.

Il est toujours loisible d'affirmer que l'Argentine n'avait pas d'autre choix en 2015 que revenir sur les marchés, vu le profond délabrement de la balance des paiements et la chute vertigineuse des réserves de change du pays. Il n'en reste cependant moins que le démantèlement trop rapide des mécanismes de contrôle des changes opéré sous la présidence de Mauricio Macri a conduit à une accentuation dramatique de la crise économique que traversait, à cette époque, l'Argentine de telle sorte que l'endettement extérieur en dollars est devenu incontrôlable puisqu'il a, en bonne partie, servi à financer l'évasion des capitaux. La laisse de la dette extérieure a, comme c'était fort prévisible, fini par étrangler complètement l'économie argentine. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement de centre-gauche s'attèle à se défaire de cet encombrant héritage. Il a déjà réussi à restructurer sa dette auprès des créanciers privés. En revanche, aucun compromis satisfaisant n'a été défini de commun accord avec le Fonds monétaire international (FMI) de telle sorte que la relation de dépendance aux pays centraux est appelée à se maintenir.

De son côté, Cuba vit à l'heure de la pression maximale. Cette dernière, décidée par Donald Trump, a été récemment renforcée par l'Administration Biden. Le but de cet approfondissement du blocus économique, dénoncé à maintes reprises par les autorités cubaines, vise, comme nous le verrons, à renforcer les effets délétères de la pandémie de Covid-19 sur l'économie du pays qui dépend fortement des rentrées liées au tourisme pour accumuler des réserves de change. Ces sanctions, et le gouvernement américain ne s'en est,

d'ailleurs, jamais caché, visent à jeter les bases d'un changement de régime en attisant les frustrations et le mécontentement de manière à éventuellement justifier, en cas de besoin, une intervention militaire en cas de débordements trop importants. Si ce cas de figures se concrétisait à l'avenir, Washington pourrait alors abattre un important symbole de la résistance à son agenda dans la région. Sur le plan idéologique, cette opération équivaldrait à un profond bouleversement des imaginaires politiques en Amérique latine, ce qui, bien sûr, prédisposera davantage les gouvernements locaux à se montrer plus accommodants envers les revendications des Etats-Unis.

Enfin, dans le cas du Pérou, l'étai qui limite les marges de manœuvre de la coalition de gauche ayant remporté les élections présidentielles de juin 2021 ne tient pas à une coercition directe ni à l'exploitation de déséquilibres économiques. Au contraire, le gouvernement péruvien, bien qu'il soit surveillé de près par Washington, n'a pas (encore ?) eu à subir les affres d'un programme de sanctions. De surcroît, l'économie du pays permet au nouveau gouvernement de compter sur de fort appréciables marges de manœuvre, à commencer par un niveau élevé des réserves de change, qui pourraient, le cas échéant, lui permettre de faire pleinement face aux conséquences de la pandémie.

L'utilisation de cette manne nécessite toutefois que la constitution soit modifiée car cette dernière garantit l'indépendance de la banque centrale mais une telle hypothèse n'est pas concevable dans, au préalable, passer par le parlement monocaméral du pays dans lequel les partis de droite détiennent une majorité de siège. En réalité, la constitution péruvienne fonctionne comme une machine à reproduire à l'intérieur de l'enceinte du parlement les mécanismes de domination caractéristiques de la société péruvienne. Les notables achètent les voix des fractions les plus marginalisées du monde populaire et s'assurent du *contrôle ad vitam aeternam* du pouvoir législatif. Or, comme la constitution accorde un poids important au parlement, la possibilité de procéder à des changements substantiels, notamment en matière de répartition des richesses ou de promotion du rôle de l'Etat dans le développement du pays, à partir du pouvoir exécutif s'en trouve limitée. Pour l'heure, on commencera ce tour d'horizon des mille et une manières d'encadrer de près la souveraineté des peuples, et aussi des résistances que cette entreprise ne manque heureusement pas de susciter, par l'Argentine et le boulet de son endettement extérieur.

L'Argentine et sa dette extérieure : encore et toujours...

Dans l'histoire des nations latino-américaines, la dette extérieure a souvent fonctionné comme lien de subordination envers les grands pays industrialisés. Ces derniers exigent, en effet, que leurs exportations soient systématiquement réglées dans des devises fortes (principalement, le dollar). Or, l'Amérique du Sud, dans la division internationale du travail, produit essentiellement des matières premières (d'origine agricole ou extractive). Contrairement à des productions industrielles qui se caractérisent par un ajout constat de valeur dans leurs procès de production, les matières premières connaissent très régulièrement des mouvements de hausse et de baisse de leurs cours.

Le cas argentin...

Dès lors, il est fréquent qu'en fonction des mouvements erratiques des cours, les Etats d'Amérique du Sud doivent, en période de faible conjoncture, faire entrer des devises revêtant la forme de prêts afin de stabiliser le pouvoir d'achat de leurs devises. Il en ressort une tendance structurelle à un endettement extérieur avec lequel certains Etats de la région ne sont jamais vraiment parvenus pas à rompre. L'Argentine ne fait pas, loin de là, exception à cette règle. Bien au contraire, on peut même considérer qu'il s'agit du pays d'Amérique latine le plus représentatif de cette tendance.

On peut expliquer cet état de choses en décrivant la structure de classes de la société argentine. 51,1% des familles argentines appartenaient en 2019 aux couches intermédiaires de revenus correspondant à ce que l'on appelle familièrement la « classe moyenne »¹. Il s'agit là d'un niveau important en Amérique latine où cette catégorie sociale représentait, en moyenne, 37,3% de la population cette même année².

Lorsque le commerce extérieur de l'Argentine présente des faiblesses, le pays a tendance à avoir recours à l'endettement pour sauvegarder le pouvoir d'achat de sa devise, le peso. A vrai

¹ World Bank Group, « The gradual rise and rapid decline of the Middle Class in Latin America and the Caribbean », 2021, p.68.

² World Bank Group, op.cit., p.9.

dire, l'endettement extérieur fonctionne, dans ce cas particulier, comme une option dans le but de recomposer les réserves de change du pays. D'après la manière dont l'idéologie dominante (qui n'est pas autre chose que l'idéologie de la classe dominante) présente les choses en Argentine, c'est même la seule solution mais, disons-le tout net, cette assertion est fausse.

En effet, l'endettement extérieur ne constitue aucunement une fatalité du point de vue des stratégies de financement du pays. En 1985, la banque J.P. Morgan&Co avait calculé que sans fuite des capitaux (c'est-à-dire si les Argentins n'avaient pas acquis un important volume d'actifs à l'étranger), la dette extérieure de la terre des gauchos aurait été de 1 milliard au lieu de 50 milliards de dollars³.

Les chiffres dont on dispose pour les décennies postérieures aux années 1980 sont tout aussi impressionnants. En 1991, la dette extérieure de l'Argentine s'élevait à 62,766 milliards de dollars U.S alors que les actifs détenus par les Argentins correspondaient, en 1995, à un montant de l'ordre de 69,332 milliards de dollars. En 2001, alors que la dette extérieure argentine devenait impayable en culminant à 146,2 milliards de dollars, les actifs détenus par les Argentins à l'extérieur équivalaient à un total de 106,368 milliards de dollars⁴. Si les mouvements de sortie de capitaux n'avaient pas été aussi prononcés à cette époque, la dette extérieure de l'Argentine mesurée relativement à son Produit intérieur brut (PIB) eût alors été de 14,87% au lieu de 54,35%, ce qui était nettement plus soutenable⁵.

En fin de compte, l'Etat argentin est régulièrement étranglé par sa dette extérieure et est contraint à négocier, à intervalles réguliers, avec ses créanciers privés diverses formules de restructuration. Depuis son indépendance en 1816, l'Argentine a déjà connu 8 défauts de paiement sur sa dette publique⁶. Plus près de nous, le pays a déjà procédé à des

³ Morgan Guaranty Trust of New York, World Financial Markets, New York, mars 1986, p.15.

⁴ Norberto Galasso, "De la banca Baring al FMI. Historia de la deuda externa argentina", Ediciones Colihue, Buenos Aires, 2003.

⁵ Geethanjali Nataraj and Pravakar Sahoo, "Argentina's Crisis: Causes and Consequences" in Economic and Political Weekly Vol. 38, No. 17 (Apr. 26 - May 2, 2003), p.1641.

⁶ Carmen M Reinhart et Kenneth S Rogoff, "This Time is Different : A Panoramic View of Eight Centuries of Financial Crises", National Bureau of Economic Research (NBER), Working Paper n° 13882, Cambridge (USA), mars 2008, pp.24-27. La présente analyse n'intègre pas le défaut technique de juillet 2014 lorsque les paiements des créanciers ont été bloqués par la justice des Etats-Unis dans le cadre du litige qui opposait, à l'époque, la République argentine aux fonds vauvours. L'élément subjectif de refus de paiement de la part du débiteur argentin n'était aucunement démontrable à cette époque. Bien au contraire, Buenos Aires manifestait clairement son désir d'honorer ses engagements à l'égard de ses créanciers mais en fut empêché par une tierce partie.

restructurations de sa dette extérieure à trois reprises depuis la guerre des Malouines de 1982 qui a reconduit les militaires dans les casernes.

On repérera, au passage, que l'endettement extérieur de l'Argentine a progressé beaucoup plus vite, depuis le retour de la démocratie libérale, que la croissance du PIB. Le tableau qui suit est, de ce point de vue, particulièrement saisissant.

Figure 1. Taux de croissance (%) comparés du PIB et de la dette extérieure de l'Argentine (1980-2001)

-	<u>Dette</u>	<u>PIB</u>
1980-1985	81.5	1.4
1985-1990	26.1	0.0
1991-2001	139	15

Source : Bernardo Lischinsky, *The Puzzle of Argentina's Debt Problem: Virtual Dollar Creation?* in Jan Joost Teunissen and Age Akkerman (dir.), "The Crisis That Was Not Prevented. Lessons for Argentina, the IMF and Globalisation", FONDAD, La Haye, 2003, p.85.

Par exemple, entre 1991 et 2001, alors que la croissance du PIB pour l'ensemble de la décennie était de 15%, la progression de la dette extérieure a été de 139%, c'est-à-dire qu'elle a plus que doublé en une décennie. On repérera donc que l'Argentine, en période de faible croissance, est allée chercher des capitaux sur les marchés internationaux. Comment faisait-elle, à l'époque, pour rembourser ? Nous savons que les années 1980 se sont caractérisées par une modification importante du paradigme des politiques de développement en Amérique latine. Le Consensus de Washington a relégué au second plan la redistribution des revenus, la satisfaction des besoins essentiels et la réduction de la pauvreté qui ont été remplacés par l'ajustement permanent, la focalisation sur la seule stabilité des prix et l'ouverture aux marchés mondiaux, spécialement de capitaux⁷. Les politiques de privatisation cohérentes avec ce cadre

⁷ Pour plus de précisions, lire Singer, Hans, W, "El desarrollo en la posguerra. Lecciones de la experiencia de 1945 a 1985." en Revista Comercio Exterior, vol. 39.núm. 7, México, juillet 1989.

furent, dans le cas argentin, mises au service du paiement de la dette⁸. Lorsque ce ressort s'est brisé à la fin des années 1990, il était clair que le pays se dirigeait vers un nouvel épisode de tension avec ses créanciers extérieurs.

Ce fut chose faite en 2001 quand le gouvernement argentin entra en cessation de paiement. C'était le plus gros défaut de paiement de l'histoire puisqu'il portait sur 100 milliards de dollars⁹. En 2005, un accord historique a vu le jour. Les créanciers privés de l'Argentine ont alors reçu des obligations à maturité plus longue et d'une valeur nominale allant de 25 à 35% de celle des titres originaux. Quatre ans plus tard, les autorités argentine négociaient avec les créanciers qui n'avaient jusque là pas adhéré aux termes des accords de restructuration de 2005. Au total, 93% des créanciers de l'Argentine avaient accepté la formule de restructuration de l'Administration Kirchner.

L'Argentine n'était pas pour autant tirée d'affaire. En effet, un petit nombre de créanciers ont refusé jusqu'au bout de restructurer leurs dettes. En réalité, il s'agissait de fonds vautours, c'est-à-dire des fonds d'investissement spécialisés dans le rachat sur les marchés secondaires de dettes correspondant à des débiteurs en cessation de paiement. Une fois concrétisée la reprise des titres, les fonds vautours estent en justice dans le but d'obtenir du débiteur défaillant un remboursement de la créance à sa valeur nominale en plus d'intérêts de retard. En 2012, à New York, le juge Thomas Griesa va condamner l'Argentine à verser 1,33 milliard de dollars à ces fonds qui ont, de cette façon, réalisé 360% de bénéfices. Buenos Aires a aussitôt introduit un recours auprès de la Cour suprême des États-Unis qui, en juin 2014, a refusé de se saisir de l'affaire confirmant, dans la foulée, la décision du juge Griesa.

Au départ des ennuis judiciaires de l'Argentine, on retrouve la notion un peu technique de *pari passu* (traduction littérale : d'un pas égal). Cette dernière correspond à une clause dans les contrats de dettes et signifie que tous les créanciers doivent être traités sur un pied d'égalité. En mettant en avant cette notion dans le traitement des réclamations au sujet de la restructuration de la dette argentine, la justice américaine donnait raison aux créanciers ayant fermement refusé le schéma de la restructuration. Les fonds vautours étaient, dès lors,

⁸ Ana Margheritis, « Economie politique des privatisations en Argentine » in Problèmes d'Amérique Latine, n°29, Avril-Juin 1998, p.118

⁹ "Why Argentina is ending its long debt battle", The Economist, 3 mai 2016. Url: shorturl.at/eirG4. date de consultation: 29 juillet 2021.

parfaitement fondés à exiger d'être remboursés de la manière dont ils l'entendaient, quand bien même ils étaient ultraminoritaires (environ 7% des créanciers). Le gouvernement de Cristina Kirchner a opposé une fin de non-recevoir aux exigences des voutours tant et si bien que la justice des Etats-Unis a fini par bloquer les paiements en faveur des créanciers qui avaient marqué leur accord avec les propositions de restructuration du gouvernement argentin, tant que les demandes des fonds voutours n'étaient pas honorées¹⁰. L'Administration Kirchner était, bien malgré elle, entraînée dans un défaut de technique d'un genre un peu particulier puisque dans ce cas de figures, c'était le débiteur qui était mis dans l'impossibilité d'honorer ses engagements auprès de ses créanciers en raison d'une décision de justice.

La campagne présidentielle de 2015 allait donc pouvoir commencer sur fond de dissensions au sujet des fonds voutours entre le centre-gauche péroniste et l'opposition de droite conduite par Mauricio Macri. Ce dernier prônait un arrangement à l'amiable et le retour de l'Argentine sur les marchés de capitaux. Après sa victoire en décembre 2015, le président Macri a eu les coudées franches pour mener à bien cette politique qui s'inscrivait dans une philosophie proche du Consensus de Washington. Son mandat s'est terminé par une nouvelle crise de la dette extérieure en Argentine. Ce nouvel épisode d'insolvabilité soulève bien des questions. En effet, l'endettement public n'a pas permis de redonner un coup de fouet à l'économie du pays. La dette argentine est, en effet, passée de 52,6% à 102,8% du PIB du pays durant le mandat de Mauricio Macri¹¹. Hélas le taux de croissance moyen du pays a, en revanche, été de -0,9785% entre 2016 et 2020¹². Les années Macri auront donc été caractérisées par une explosion de l'endettement public et une tendance structurelle à la stagnation économique.

Quelles marges de manœuvre ?

Depuis le retour du centre-gauche péroniste au pouvoir, l'Argentine et ses créanciers sont en pourparlers. Un accord a été conclu avec les créanciers privés. Il comprend, entre autres choses, un haircut de 46%¹³. En revanche, avec le FMI, rien n'est encore fait. Des négociations en cours entre l'Argentine et le Fonds, il apparaît qu'aucune restructuration

¹⁰ Nicole Hong, "U.S. Judge Says Argentina Can't Pay Some Bondholders", *The Wall Street Journal*, édition mise en ligne du 27 juin 2014. Url: shorturl.at/beivP. Date de consultation: 14 juillet 2021.

¹¹ Ministerio de Economía (Argentina). Presentación gráfica de la deuda. Últimos Datos, presentación gráfica de la deuda al I Trimestre 2021. Url: shorturl.at/apwAS. Date de consultation: 25 août 2021.

¹² Banque mondiale, GDP growth (annual %) –Argentina, Url : shorturl.at/hsDX3. Date de consultation: 23 août 2021.

¹³ Aude Villiers-Moriamé, « L'Argentine trouve un accord sur sa dette avec les créanciers privés », *Le Monde*, édition mise en ligne le 5 août 2020. Url: shorturl.at/bwxKR. Date de consultation: 24 juillet 2021.

massive de la dette argentine ne sera mise en œuvre. Sur ce point, le FMI a été formel. Une réduction des taux d'intérêts serait, en revanche, envisageable. De surcroît, Buenos Aires pourrait ne commencer à rembourser le Fonds que 4 à 5 ans après l'entrée en vigueur d'un accord portant sur la diminution de la charge de la dette¹⁴. La position de négociation des Argentins a d'ailleurs été renforcée par le compromis qui est intervenu avec le Club de Paris en juin de cette année en vue d'un rééchelonnement d'une dette de 2,4 milliards de dollars¹⁵.

En attendant, le FMI a fait parvenir à ses membres des fonds sous forme de droits de tirage spéciaux (DTS) afin de faire face aux conséquences sociales de la pandémie. Dans le cas argentin, ces DTS seront toutefois affectés aux premières tranches de remboursement du Fonds. Pour information, plus de 40% des Argentins vivaient sous le seuil de pauvreté au deuxième trimestre 2020.

A l'heure où ces lignes sont écrites, l'Argentine dispose de 8 mois pour trouver un accord. En mars 2021, Buenos Aires devra, en effet, rembourser une tranche de 4,050 milliards de dollars mais à cette époque, le gouvernement aura déjà consacré la totalité des DTS au paiement du FMI. Dans ces conditions, on ne peut que comprendre la volonté affichée par les autorités argentines de se trouver des sources extra-occidentales de financement.

C'est ainsi que Buenos Aires serait en train de négocier un prêt équivalent à 15 milliards de dollars avec la Russie¹⁶. Ce dernier serait composé d'une partie des DTS que le FMI a envoyés à la Russie pour faire face aux suites de la pandémie. Cette recherche de formules aussi intéressantes que créatives appelle toutefois un commentaire. L'Argentine doit encore résoudre un certain nombre de sérieux défis macroéconomiques internes pour redevenir un emprunteur crédible. Par exemple, la patrie de Cortázar dispose d'une ligne de crédit croisé avec la Chine pour l'équivalent de 18,6 milliards de dollars (selon le cours du yuan renminbi fin octobre 2020). Cette ligne de crédits, et c'est la volonté des Chinois, devra de plus en plus, à l'avenir, se passer du dollar comme unité de compensation. Le change s'établira donc

¹⁴ Carlos Burgueño, "FMI: Argentina cumplirá con vencimientos y Martín Guzmán podrá negociar durante 7 meses", *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne le 26 juillet 2021, Url: shorturl.at/tGTYZ. Date de consultation: 1er août 2021.

¹⁵ Benedict Mander, "Argentina averts default in debt deal with Paris Club", *Financial Times*, édition mise en ligne du 22 juin 2021. Url: shorturl.at/eswT6. Date de consultation: 1er août 2021.

¹⁶ Virginia Porcella, "Tratativas secretas con Rusia: el Gobierno negocia préstamos bilaterales para pagarle USD 19.000 millones al FMI", *Buenos Aires Económico*, édition mise en ligne le 9 juillet 2021. Url: shorturl.at/tBWY8. Date de consultation: 2 août 2021.

directement entre le yuan et le peso¹⁷. Cette formule de financement est la plus intéressante puisque si les Chinois et les Argentins actionnent en même temps ce mécanisme, chacun de deux pays reçoit une somme prédéterminée dans la monnaie de l'autre. De cette façon, l'Argentine ne serait pas contrainte à s'endetter puisqu'aucun intérêt ne serait dû aux autorités chinoises.

Cependant, on imagine mal les Chinois désireux intégrer des pesos argentins dans leurs réserves. L'Argentine connaît, en effet, une très forte inflation depuis des années, ce qui se traduit par une dépréciation constante du peso face au yuan. Le 1^{er} août 2016, un yuan s'échangeait 2,23 pesos. Ce même yuan valait 15 pesos le 1^{er} juillet de cette année. Dans ces conditions, un troc de devises avec l'Argentine constituerait une très mauvaise affaire pour les réserves chinoises. On peut toujours imaginer des bricolages techniques pour tenter de contourner certains obstacles. Par exemple, décaler dans le temps la livraison de pesos de manière à mieux refléter la dépréciation de la devise argentine afin de rassurer la partie chinoise. Ce type de remèdes revêt toutefois un caractère palliatif finalement bien incertain car l'histoire économique de l'Argentine s'avère, à y regarder de plus près, particulièrement riche en épisodes de rebonds inflationnistes, comme le prouve le graphique qui suit.

Figure 2. Inflation annuelle en Argentine (%) depuis 1991



Source : Diario de Cuyo, La inflación que asfixia a la Argentina, édition mise en ligne du 18 janvier 2020. Url: shorturl.at/blCU3. Date de consultation: 26 août 2021.

Depuis 2007, une inflation à deux chiffres est devenue la « norme » en Argentine. Depuis 2011, le taux d'inflation annuel n'a jamais été inférieur à 20%. Depuis 2017, l'inflation a

¹⁷ Carlos Burgueño, "Condiciona China la aplicación del swap", *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne le 28 octobre 2020. Url: shorturl.at/lpwM0. Date de consultation: 31 juillet 2021.

franchi un nouveau palier. Les taux d'inflation annuels pour 2018 et 2019 ont été respectivement de 47,6 et 53,8%. Pour retrouver un taux supérieur depuis une trentaine d'années, il faut retourner à 1991. A l'époque, l'Argentine sortait d'une période d'hyperinflation et affichait un taux annuel d'inflation de l'ordre de 84%.

En réalité, tant que l'Argentine connaîtra une forte inflation et des difficultés de solvabilité, on peut sans risque parier qu'elle restera très isolée des marchés financiers. Ce constat est d'autant plus fondé que pour l'heure, l'inflation ne semble pas appelée à se calmer sur les berges du Río de la Plata. Les économistes locaux anticipent un taux d'inflation de 48% pour l'année 2021 alors que la cible du gouvernement était de 29%¹⁸.

Pour l'heure, l'action du FMI en Argentine revêt un caractère paradoxal. Le Fonds est théoriquement destiné à aider les Etats membres en cas de crise grave de la balance des paiements. Or, ce qui actuellement engendre cette crise en Argentine, ce sont précisément les paiements que le pays doit effectuer au bénéfice du Fonds. De nouvelles propositions de la Chine pourraient, dans ces conditions, intéresser les Argentins. Le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont généreuses. Il s'agirait pour l'Argentine, si cette dernière s'avérait incapable de rembourser les yuans mis à sa disposition par la Chine, de renouveler une autre ligne de crédit afin de pouvoir faire rouler sa dette auprès de l'Empire du Milieu¹⁹. Si cette initiative de Pékin était couronnée de succès, la Chine deviendrait une source de financement pour l'Argentine à l'heure où l'accès aux marchés occidentaux est devenu impossible. La finance internationale de demain sera assurément polycentrique. C'est une chose heureuse car comme nous allons le voir, la rupture avec l'ordre néolibéral implique encore souvent de nos jours une mise sous pression structurelle de l'économie d'un pays, comme c'est le cas de façon emblématique pour Cuba.

¹⁸ Patrick Gillespie, "Argentina Inflation Slows for Third Month to Below Forecast", Bloomberg, édition mise en ligne le 15 juillet 2021, Url: shorturl.at/nBDN0. Date de consultation: 21 juillet 2021.

¹⁹ Carlos Burgueño, *ibid.*

Cuba et les sanctions : de quoi parle-t-on ?

Cuba est, c'est bien connu, frappée depuis longtemps déjà par des sanctions de la part des Etats-Unis. Cette analyse, après avoir retracé un rapide historique de la situation, s'attachera à faire le point sur le nouveau dispositif impliquant actuellement La Havane depuis les récentes décisions de l'Administration Trump. Les réactions des Européens à ces nouvelles dispositions seront passées en revue. On terminera cette section par une évaluation des effets des sanctions US sur l'économie cubaine.

Les débuts de la guerre économique

C'est en 1962 que Cuba a été placée sous embargo par les Etats-Unis. Par embargo, on désigne des barrières réglementaires et législatives au commerce avec un pays. De leur côté, les Cubains évoquent pour désigner les sanctions qui leur sont infligées, une situation de blocus (*bloqueo* en espagnol). Classiquement, un blocus fait référence à un type d'opérations militaires destiné à couper l'approvisionnement d'un pays ou d'une zone en guerre.

Apparemment, le terme le plus adéquat pour décrire la situation de Cuba face à son (très) puissant voisin devrait être celui d'embargo. Il faut, cependant, toujours se méfier des apparences. Nous allons voir que d'un point de vue pratique, les mesures adoptées contre la république de Cuba relèvent bel et bien du registre propre à un blocus. Expliquons-nous.

La mise en place des sanctions contre Cuba avait initialement pour cadre les relations bilatérales *stricto sensu* avec les Etats-Unis. C'est, en effet, le 19 octobre 1960, soit une petite vingtaine de mois après que la Révolution cubaine eut triomphé, que les États-Unis ont prohibé les exportations à destination Cuba, à l'exception des médicaments et de la nourriture. La motivation de cette décision reposait sur le fait que les nouvelles autorités cubaines, dirigées par Fidel Castro, avaient nationalisé sans compensation des raffineries de pétrole détenues par FEsso Standard (Etats-Unis) et Shell (Pays-Bas et Royaume-Uni)²⁰. En réalité,

²⁰ Le Monde, « Saisie des raffineries de pétrole de la Shell et de FEsso Standard par le gouvernement cubain », édition du 4 juillet 1960. Url: shorturl.at/npzUZ. Date de consultation: 17 août 2021.

cette saisie fait suite à un positionnement politique de ces deux multinationales consistant en une ingérence dans les choix souverains de politique étrangère du gouvernement cubain. En 1960, le gouvernement cubain avait conclu un accord commercial avec l'URSS qui impliquait l'échange de sucre cubain contre du pétrole soviétique. Mais sous la pression du gouvernement américain, les firmes occidentales présentes sur l'île ont refusé de raffiner l'or noir des Russes rouges. A titre de réponse, les autorités cubaines ont saisi ces sites de raffinage²¹.

Washington était bien décidé à ne pas s'en laisser conter. Le président Eisenhower a donc contre-attaqué en interdisant toute forme d'exportation vers Cuba, à l'exception de la nourriture et des médicaments. En 1961, ce même Eisenhower a mis fin aux relations diplomatiques avec Cuba. En 1962, le nouveau président américain Kennedy a étendu le programme de sanctions en imposant une interdiction des importations en provenance de Cuba en vertu de la loi sur l'assistance étrangère de 1961²². Jusqu'aux années 1990, l'arsenal juridique américain sur lequel s'appuyaient les sanctions contre Cuba ne concernait donc que des sujets de droit états-unien.

En route vers l'extraterritorialité

En 1963, les États-Unis adoptent le Règlement sur le contrôle des actifs cubains (*Cuban Assets Control Regulations*) mis en œuvre par le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (*Office of Foreign Assets Control*). Ce règlement s'applique à toutes les personnes physiques et morales des États-Unis et exige la délivrance de licences spécifiques en ce qui concerne le commerce et les voyages à Cuba. Les conditions d'application de ce règlement sont régulièrement mises à jour, encore aujourd'hui d'ailleurs. Au départ, les décisions du Bureau de contrôle des avoirs étrangers concernant Cuba ne pouvaient, en aucun cas, inclure dans leur périmètre des entreprises européennes²³. C'est ainsi que « parmi les vingt-deux républiques issues de l'éclatement de l'ancien empire espagnol d'Amérique, Cuba est

²¹ William M. LeoGrande, "A Policy Long Past Its Expiration Date: US Economic Sanctions Against Cuba" in *Social Research* : « Purse power: economic weapons for political and social change », vol.82, n°4, winter 2015, Johns Hopkins University Press, Baltimore, pp. 940–942.

²² Jan Nahrstedt, "US economic sanctions on Cuba: An analysis of the reasons for their maintenance", Institute for International Political Economy, Working Paper, No. 162/2021, Berlin, mai 2021, pp.15-16.

²³ Jan Nahrstedt, op.cit, p.16.

incontestablement celle qui a gardé les relations les plus étroites et les plus solides avec l'ancienne métropole »²⁴.

Voilà pourquoi il s'avère « remarquable de constater que, même aux pires moments du blocus imposé aux Cubains depuis de nombreuses années par le puissant voisin du Nord, qui a toujours œuvré pour associer l'ensemble des pays occidentaux à ces sanctions, les relations entre l'Espagne et Cuba ont tenu bon »²⁵.

Les choses se sont singulièrement compliquées avec l'apparition à la fin du siècle dernier de textes législatifs à portée extraterritoriale. Pour se rappeler le contexte de cette époque, il faut se rappeler qu'après la chute du mur de Berlin, on pouvait clairement repérer une volonté de Washington de définir un système unipolaire des relations internationales. Cette époque de triomphalisme s'est alors traduite par une forme d'euphorie incontrôlée à Washington. « La guerre froide est terminée, et l'Oncle Sam en est sorti vainqueur. (...) La majorité des stratèges américains, tous partis confondus, croient vivre une période unipolaire au cours de laquelle les États-Unis pourront, à moindre coût, agir selon leur bon plaisir »²⁶. Cette nouvelle vision du monde au sein des élites américaines comportait des implications très concrètes pour Cuba.

C'est ainsi que le *Cuban Democracy Act* (CDA) a été adopté en 1992. Le CDA constitue un premier pas vers l'extraterritorialité des sanctions états-uniennes. Le CDA accorde au président la faculté de retirer l'aide au développement aux pays qui soutiennent Cuba. Par « soutien à Cuba », le législateur américain désigne « les subventions, les ventes, garanties ou assurances effectuées à des conditions plus favorables que celles du marché. [Cette liste] exclut les dons de nourriture et les fournitures à caractère médical. Le CDA précise également que les navires engagés dans le commerce avec Cuba ne peuvent charger ni décharger de fret où que ce soit aux États-Unis, et ce jusqu'à 180 jours après leurs activités à Cuba»²⁷.

²⁴ Tomás, Gómez, « Cuba-Espagne. Une histoire de famille(s) ». in *Caravelle*, n°76-77, 2001. Hommage à Georges Baudot. P.485.

²⁵ Tomás, Gómez, op.cit, p.486.

²⁶ Westad, Odd Arne, « Le monde après la guerre froide », in *Histoire mondiale de la guerre froide. 1890-1991*, Editions Perrin, Paris, 2019, p. 643.

²⁷ Jan Nahrstedt, op.cit, p.16.

Cette poussée vers l'extraterritorialité du droit américain, comportant une évidente dimension d'encerclement économique de Cuba et correspondant donc à une modalité concrète de blocus, va connaître une brutale accélération avec l'adoption en 1996 de la loi Helms-Burton. Cette législation ciblait exclusivement Cuba et empêchait toute personne physique ou morale d'entretenir une quelconque relation commerciale avec Cuba, au motif que la Havane avait, dans le passé, nationalisé des biens américains dans l'île. La loi Helms-Burton, de portée extraterritoriale, a été promulguée en 1996 sous la présidence de Bill Clinton. Elle permet de poursuivre devant la justice américaine les entreprises qui se rendraient coupables de « trafics » impliquant des biens qui ont été, dans le passé, la propriété de ressortissants américains ou d'exilés cubains ayant été entretemps naturalisés citoyens des Etats-Unis.

La définition des « trafics » dénoncés dans le texte est particulièrement large puisqu'en son titre III, elle vise en réalité toute activité commerciale ou financière pour laquelle un bien nationalisé est source de profit quelconque. Autrement dit, pour enfreindre la loi Helms-Burton, il suffit simplement d'être...payé par le gouvernement cubain qui est réputé tirer profit des biens nationalisés quand bien même l'objet de la transaction n'aurait rien à voir avec ces derniers.

Dès 1996, les Européens, à commencer par les Espagnols, se sont opposés au titre III de la loi Helms-Burton²⁸. La confrontation des points de vue entre Européens et Américains va donner lieu à un compromis plutôt bancal. C'est ainsi que le titre III de la loi a été mis entre parenthèses par tous les présidents américains qui se sont succédés à la Maison-Blanche de Bill Clinton à Donald Trump. Ce mécanisme d'exemption a été défini à la suite de la conclusion d'un mémorandum entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Et Trump est arrivé

Bref, la partie la plus problématique de la loi Helms-Burton était mise en sommeil depuis 1996. Cet état de choses, correspondant à une forme de *statu quo*, permettait à Cuba de continuer à entretenir des relations commerciales avec le Vieux Continent. C'était sans compter sur Donald Trump dont l'Administration a remis en vigueur le titre III de la loi

²⁸ Joaquín, Roy, "La Unión Europea y España Ante La Ley Helms-Burton", *Ibero-Amerikanisches Archiv*, vol. 24, no. 3/4, 1998, pp. 213–24

Helms-Burton en avril 2019²⁹. De plus, le gouvernement américain a activé, en décembre de l'année dernière, le titre IV de la loi Helms Burton qui restreint fortement l'accès au territoire états-unien des ressortissants étrangers qui se seraient rendus coupables de trafics avec Cuba. C'est ainsi que Gabriel Escarrer, administrateur du groupe hôtelier espagnol Meliá, a été, à cette époque, interdit d'entrée sur le territoire américain. Jusqu'à cette époque, tous les présidents américains envoyaient tous les 6 mois une notification au Congrès de manière à empêcher l'entrée en vigueur de ces dispositions.

Avec Trump, il était clair qu'on avait changé d'époque. C'est ainsi que l'administration trumpiste a adopté 243 mesures coercitives contre Cuba qui visent tous les aspects de l'économie cubaine. C'est ainsi que sont prohibés le commerce avec des entreprises contrôlées ou exploitées par l'armée cubaine, un acteur important dans l'économie de l'île. De plus, il est interdit aux navires de croisière de naviguer entre les États-Unis et Cuba ou aux citoyens américains de séjourner dans des hôtels appartenant au gouvernement cubain³⁰. Plus grave encore, les envois de fonds des Cubains installés à l'étranger vers leur pays d'origine ont été bloqués. C'est ainsi Western Union a dû cesser ses activités dans l'île et y fermer 400 agences. Cette décision s'est avérée particulièrement pénalisante pour l'économie cubaine. En 2017, les envois de fonds des Cubains exilés s'élevait à 3,5 milliards de dollars par an, c'est-à-dire plus que le tourisme³¹.

Jusqu'à présent, l'élection de Joe Biden à la Maison-Blanche n'a, pour l'heure, rien changé au dispositif de blocus mis en œuvre contre Cuba. Pourtant, le candidat démocrate avait, durant la campagne électorale, promis de revenir à plus de mesure dans les relations avec La Havane en rétablissant le canal des envois de fonds. Mais entretemps, la crise Covid a dramatiquement affaibli l'économie cubaine car le tourisme s'est effondré. Partant, l'île a connu un choc violent avec une récession de -11% du PIB en 2020. Cette chute des revenus a conduit le gouvernement cubain à devoir supprimer, au début de cette année, une série de subsides. Si ces derniers avaient été maintenus, le pays aurait été contraint de financer ses

²⁹ Los Angeles Times, "Cuba bets on tourism as new U.S. travel and economic restrictions take hold", édition mise en ligne du 18 mai 2019. Url: [shorturl.at/cgwR2](https://www.shorturl.at/cgwR2). Date de consultation: 20 août 2021.

³⁰ Francisco Dominguez, "The Only Way to End Economic Hardship in Cuba Is to Lift the US Blockade", édition mise en ligne le 17 juillet 2021. Url: [shorturl.at/dqDQR](https://www.shorturl.at/dqDQR). Date de consultation: 14 août 2021.

³¹ Le Figaro, « Menacé de sanctions, Western Union ferme ses bureaux à Cuba », édition mise en ligne le 23 novembre 2020. Url: <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/menace-de-sanctions-western-union-ferme-ses-bureaux-a-cuba-20201123>. Date de consultation: 6 janvier 2021.

déficits par la planche à billets avec à la clé, un risque de dérapage éventuellement hyperinflationniste.

Le système monétaire cubain a également été réformé de fond en comble. Deux monnaies en circulation ont coexisté sur le territoire cubain jusqu'en janvier de cette année. D'un côté, on trouvait les pesos utilisés par les Cubains (CUP) et de l'autre, les pesos convertibles (CUC) mis à la disposition des agents économiques extérieurs. Les taux de change de ces deux devises étaient sensiblement différents. Un CUC valait un dollar alors qu'un CUP s'échangeait contre 1/24^{ème} de dollar. Ce mécanisme a permis à Cuba de profiter du tourisme, soit sa principale ressource d'accumulation de devises, pour engranger des dollars. En 2018, Cuba affichait un déficit de 4,1 milliards de dollars pour sa balance de biens alors qu'en revanche, la balance des services de l'île présentait cette même année un excédent de 2,37 milliards de dollars³². Par un jeu subtil de péréquation des actifs, d'une part, et de subsidiation de certains secteurs, d'autre part, le gouvernement central mettait des CUC à la disposition de certains acteurs nationaux, notamment les entreprises d'Etat. Très concrètement, l'opération revêtait la forme suivante. Les banques (qui sont toutes publiques à Cuba) qui échangeaient dans un premier temps des CUC contre les dollars des touristes mettaient ensuite ces précieux billets verts à la disposition de certains agents nationaux en les échangeant contre des CUP sur la base d'une parité de « 1 dollar = 1 CUP ».

Effets concrets des sanctions

Ce système était difficile à maintenir dans la mesure où la pandémie a privé l'île de rentrées puisqu'un des effets de la diffusion à l'échelle mondiale du coronavirus a consisté en une diminution drastique des vols touristiques (spécialement en 2020). De surcroît, le double système de changes cubains dissuadait les opérateurs de l'île d'exporter des biens et services. De ce point de vue, l'opération d'unification des taux de change du début de cette année correspond *de facto* à une dévaluation. Cette opération devrait rendre plus attractives les exportations de Cuba ainsi que les investissements étrangers dans l'île.

³² The Observatory of Economic Complexity, Cuba (profile), 2018. Url: <https://oec.world/en/profile/country/cub>. Date de consultation: 20 août 2021.

Fonctionnellement, cette opération de rééquilibrage des comptes extérieurs se serait avérée suffisante, en temps normal, pour permettre de dégager des revenus d'exportation susceptibles d'en atténuer les coûts sociaux. Hélas, les sanctions des Etats-Unis bloquent à la base toute stratégie d'augmentation des exportations cubaines. Pour s'en convaincre, on jettera un coup d'œil sur les sanctions bancaires qui affectent le pays. Face aux menaces de rétorsions extraterritoriales des autorités américaines, un nombre de plus en plus important d'institutions financières ont refusé de réaliser des opérations impliquant des banques cubaines de telle sorte que certains contrats n'ont pu être honorés.

Les opérations impliquant des paiements en dollars semblent d'ores et déjà compromises puisque la nature extraterritoriale des sanctions infligées par le gouvernement américain, à travers le titre III de la loi Helms-Burton, consiste précisément à estimer que si une personne, physique ou morale, de droit états-unien est indirectement impliquée dans une transaction avec Cuba, cette dernière est illicite et à ce titre, des sanctions doivent être appliquées. Or, pour beaucoup de banques, procéder à des paiements en dollars suppose de réaliser une opération de compensation avec une consœur américaine pour pouvoir disposer des billets verts nécessaires. Si cette compensation se déroule dans le cadre d'une transaction avec un pays frappé de sanctions (comme c'est le cas de Cuba), la banque non-américaine qui était demandeuse de dollars sera sanctionnée. C'est ainsi qu'en 2019, alors que l'Administration Trump faisait passer sa stratégie de pression maximale contre La Havane à un niveau supérieur, deux banques systémiques au niveau mondial, à savoir Unicredit (Italie) et Standard Chartered (Royaume-Uni), ont été mises à l'amende par le Trésor américain pour un montant total de deux milliards de dollars.

Le commerce extérieur cubain risque, par voie de conséquence, de souffrir d'une pénurie de dollars dans un avenir proche car les banques US désirent plus que tout au monde éviter de se retrouver mêlées à des transactions avec des Etats sanctionnés. Elles ont, par conséquent, bloqué, via le système de messagerie SWIFT, les canaux permettant l'échange de données au détriment des établissements financiers cubains qui ont, dès lors, éprouvé de plus en plus de difficultés à réaliser des opérations à travers les systèmes classiques d'échange de données. Entre 2019 et 2020, le nombre de banques étrangères qui, pour différentes raisons, avaient refusé d'effectuer des opérations avec leurs homologues cubaines s'est élevé à 137 et 315

opérations furent bloquées, ce qui a, au passage, occasionné 236,5 millions de dollars de pertes pour La Havane.

Des sorties ?

Le moins que l'on puisse dire est que l'Administration Biden ne cherche pas, loin de là, à faire baisser la tension. C'est ainsi que de nouvelles sanctions ont été récemment prononcées contre des responsables cubains³³. La comparaison avec les années Obama s'avère, de ce point de vue, particulièrement interpellante. L'heure n'est aujourd'hui clairement plus à la détente. A y regarder de plus près, la politique de l'Administration Biden, en ce qui concerne le dossier cubain, se situerait, d'ailleurs, plutôt dans le prolongement de celle de Donald Trump.

Face à cet état de choses, il ne restera sans doute plus que la solution d'un recours devant l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pour mettre fin aux dispositions extraterritoriales de la loi Helms-Burton. Lorsque cette dernière avait été adoptée en 1996, les Européens avaient introduit une demande d'arbitrage auprès de l'OMC. Suite à l'accord intervenu avec l'Administration Clinton, la Commission européenne avait gelé la procédure. Le nouveau climat de guerre froide qui règne entre Washington et La Havane est clairement de nature à devoir amener les Européens à reprendre le chemin d'un débat frontal avec les Etats-Unis au sein de l'OMC. Il s'agit là, d'ailleurs, d'une option souhaitée par la partie cubaine³⁴.

Les Etats-Unis ont toujours argué que l'OMC n'était pas compétente pour se prononcer au sujet de la loi Helms-Burton puisque cette dernière défend la sécurité nationale du pays, un domaine qui est protégé par les statuts de l'Organisation. La position des autorités américaines tient, en effet, en un seul argument. D'après elles, l'OMC n'est pas compétente pour juger un tel litige. Tant la loi Helms-Burton que la loi D'Amato sont des mesures correspondant à des motivations politiques et non pas commerciales et sont destinées à protéger leur sécurité nationale, ce qui est permis par les statuts de l'OMC. Il est vrai que dans le passé, les Etats-Unis avaient déjà fait l'objet d'une procédure similaire en 1986 à la

³³ La Libre Belgique, « Washington annonce de nouvelles sanctions contre des responsables cubains », édition mise en ligne du 20 août 2021. Date de consultation: 22 août 2021.

³⁴ Diario Gestión (Pérou), « España presiona a la UE para llevar ley Helms-Burton ante la OMC », édition mise en ligne le 21/11/2019. Date de consultation: 2 mars 2021.

demande du Nicaragua dans la cadre du GATT, l'ancêtre de l'OMC. L'instance d'arbitrage consultée s'était, pour le plus grand bonheur des responsables américains, estimée incompétente pour définir ce qui correspondait à la sécurité nationale des Etats-Unis. Les choses seraient sans doute différentes si un géant économique comme l'Union européenne s'engageait sur ce même terrain face aux Etats-Unis.

En outre, les règles de l'OMC concernant le règlement des différends ne sont pas les mêmes que celles du GATT. De nos jours, les États-Unis ne pourraient jamais empêcher la création d'un panel sur la question des sanctions extraterritoriales ni même s'opposer à ses décisions. De plus, la nature de la loi Helms-Burton n'est pas complètement comparable au différend ayant opposé Managua à Washington. En effet, l'extraterritorialité, dans le cas de la loi Helms-Burton, consiste en des mesures disproportionnées par rapport à l'objectif poursuivi. De surcroît, quand bien même un panel finirait par considérer comme fondée l'invocation du motif de la sécurité nationale par les Etats-Unis, il serait toujours possible pour l'Union européenne d'exiger des compensations de la part de Washington³⁵. C'est sans doute pour ces raisons que « du côté américain, on craignait comme la peste une décision de l'OMC »³⁶ lors du différend avec l'Union européenne en 1996 alors que la loi Helms-Burton venait d'être adoptée. Plus vite l'Union européenne agira, plus vite la partie cubaine sera fixée. C'est là une question de volonté politique dans le chef des autorités européennes car la procédure de règlement des différends de l'OMC est assez rapide. En moyenne, une procédure de ce type dure environ un an et demi si un appel est introduit par l'une des parties au litige.

Cela dit, si une démarche auprès de l'OMC débouchait sur la mise en œuvre de mesures de compensation financière au bénéfice des entreprises européennes lésées, cela ne ferait pas nécessairement les affaires de La Havane. Indemniser une entreprise européenne n'équivaut, en effet, pas à réaliser un investissement à Cuba.

Si le commerce extérieur de La Havane s'effectuait dorénavant en euros plutôt qu'en dollars états-uniens, les banques européennes disposeraient sans doute de plus de latitude pour opérer des transactions avec Cuba. C'est ainsi que la banque belge KBC a contourné les sanctions

³⁵ Riyaz Dattu et John W. Boscariol, "GATT article XXI, Helms-Burton and the Continuing Abuse of the National Security Exception" in *Canadian Business Law Journal*, vol.28 (n°2), 1997, pp.198-203.

³⁶ Pascal Lévesque, « La saga de la loi Helms-Burton : liberté de commerce versus sécurité nationale » in *Les Cahiers de droit*, vol.39 (n°4), 1998, p.919.

mises en œuvre contre l’Iran (un autre pays en proie à des pressions états-uniennes) en « signant des lettres de crédit pour des compagnies qui faisaient des affaires avec l’Iran mais cette pratique était toutefois limitée à des opérations libellées dans d’autres devises que le dollar »³⁷. Evidemment, moins les banques européennes impliquées dans les échanges avec La Havane seront présentes aux Etats-Unis, plus il leur sera possible de fonctionner sans risquer des sanctions de la part de Washington. Côté cubain, les choses semblent prêtes pour effectuer ce pas vers une « euroisation » des actifs en lieu et place de la dollarisation observée jusqu’à présent. C’est ainsi qu’au mois de juin de cette année, les autorités monétaires cubaines ont bloqué la possibilité d’effectuer des dépôts de dollars en espèces³⁸. Cette solution s’avère prometteuse puisqu’à l’avenir, les envois de fonds des émigrés cubains pourront s’effectuer en euros (ou, dans une moindre mesure, en cryptomonnaies). De surcroît, lorsque le tourisme reprendra, les voyageurs européens pourront financer leur séjour à Cuba en euros. Ces deux facteurs contribueront à rendre disponibles des euros à La Havane de telle sorte que le financement du commerce extérieur cubain par l’entremise de la monnaie commune européenne pourra s’effectuer sans trop de difficultés.

En attendant, Cuba résiste. Encore et toujours. On pourrait croire que les ennuis de l’Argentine et de Cuba dans leurs tentatives de résistance à un certain ordre du monde financiarisé et placé sous hégémonie idéologique états-unienne décourageraient les vocations à la résistance. Il n’en est rien. L’exemple péruvien nous prouve précisément le contraire mais dans ce cas de figures, un ordre constitutionnel expressément conçu pour servir l’agenda néolibéral limite les marges d’autonomie des forces de gauche arrivées, il y a peu, au pouvoir. Comme nous allons le voir, la constitutionnalisation du néolibéralisme constituera longtemps encore un casse-tête pour les forces de transformation sociale en activité dans la région.

³⁷ Wall Street Journal, “Iran Nuclear Deal upheaval shakes up European banks’ outreach“, édition du 9 mai 2018.

³⁸ *Ámbito Financiero*, “Cuba suspende los depósitos de dólares en efectivo por el bloqueo de EE.UU.“, édition mise en ligne le 21 juin 2021. Url: shorturl.at/iluvO. Date de consultation: 27 juin 2021.

Pérou : la gauche bloquée ?

La victoire de Pedro Castillo aux élections générales péruviennes des 11 avril et 6 juin 2021, destinées à élire pour une durée cinq ans le président de la République, ses vice-présidents ainsi les 130 députés du Congrès de la République du Pérou, a surpris bien du monde en Europe et en Amérique du Nord. La gauche radicale latino-américaine n'a donc pas fini de faire parler d'elle.

Comme un air de famille

Castillo, instituteur de formation et leader des grandes grèves des enseignants de 2017, était opposé à Keiko Fujimori. Cette dernière est la fille d'Alberto Fujimori, qui présida aux destinées du pays durant toute la décennie des années 1990. Les mesures de profonde libéralisation impulsées durant ses deux mandats consécutifs se sont accompagnées d'une importante corruption tant et si bien qu'Alberto Fujimori a tenté de se présenter en 2000 pour un troisième mandat consécutif afin de perpétuer ce système kleptocratique d'occupation du pouvoir. Le prétexte officiel était que son premier mandat s'était déroulé sous l'ancienne constitution. Ses adversaires se sont alors empressés de faire remonter à la surface une série de scandales politico-financiers tant et si bien qu'il a été contraint de s'exiler au Japon, pays dont il possédait la nationalité, peu de temps après sa (ré)réélection. En 2003, la justice péruvienne a inculpé Fujimori pour crimes contre l'humanité. Finalement, Alberto Fujimori a été arrêté en 2005 et purge aujourd'hui une peine de prison.

Les tendances autoritaires du fujimorisme justifient clairement une condamnation pour des faits aussi graves. Pour faire le point sur cette question, on se contentera de mentionner que Fujimori a fait l'objet d'une mesure d'amnistie en 2017 avant d'être renvoyé devant un tribunal correctionnel un an plus tard pour le meurtre de 6 villageois lors de la répression du mouvement de guérilla maoïste du Sentiment Lumineux en 1992.

Les choses n'arrivent sans doute jamais par hasard. A cette époque, Fujimori devait affronter un fort mécontentement social répercuté au sein du Parlement par les partis d'opposition. Le mode de gestion des tensions consécutives à l'adoption de plans d'ajustement structurel

particulièrement sévères va revêtir la forme d'un coup d'Etat qualifié au Pérou d'« autogolpe ». En effet, contrairement aux soulèvements militaires classiques qui furent légion en Amérique du Sud, ce coup n'avait pas pour but de destituer un président légitimement élu mais au contraire, visait à asseoir son autorité contestée par la voie légale.

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme et le trafic de stupéfiants, l'Administration Fujimori a, à cette époque, dissout le Parlement, interdit des partis d'opposition et censuré la presse. Un gouvernement de reconstruction nationale fonctionnait alors en dehors de tout contrôle parlementaire. Le néolibéralisme venait une fois de plus de prouver qu'en Amérique latine, il pouvait très bien se passer des institutions qui, d'ordinaire, caractérisent une démocratie libérale.

Dans la foulée de l'« autogolpe », une nouvelle constitution a été adoptée en 1993. Elle est toujours en vigueur aujourd'hui. Cette constitution constitue une bizarrerie puisqu'elle est supposée définir les règles du jeu démocratique péruvien après avoir été adoptée à l'occasion d'un coup d'État civilo-militaire. Si cette constitution a survécu au fujimorisme, c'est en vertu du fait que son esprit collait bien à la vague néolibérale qui a, jusqu'il y a peu, prévalu au Pérou. En effet, cette loi fondamentale, « d'inspiration néolibérale, [fut] formatée pour conforter les intérêts de la sphère du privé lucratif. Le tournant néolibéral s'est opéré par l'approbation de la parcellisation des terres de propriété communale au profit des industries extractives »³⁹. C'est sous la protection de cette constitution, toujours en vigueur, qu'un climat d'affairisme s'est développé au Pérou, même après l'incarcération d'Alberto Fujimori. L'arrivée au pouvoir de Pedro Castillo, qui exercera son mandat en continuant à percevoir son modeste salaire d'instituteur, constitue une rupture avec système dont le moins qu'on puisse dire est qu'il a fini par lasser les électeurs péruviens.

Pour situer l'ampleur du phénomène, 8 derniers présidents exercés, depuis une trentaine d'années, ont été accusés de corruption, soit Alberto Fujimori (1990-2000), Alejandro Toledo (2001-2006), Alan García (2006-2011), Ollanta Humala (2011-2016), Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018), Martín Vizcarra (2018-2020) et Manuel Merino (10-15 novembre 2020). Seul le président Valentin Paniagua n'a pas été accusé de corruption. Pour la petite histoire, Paniagua, décédé en 2006, a, entre novembre 2000 et juillet 2001, dirigé un gouvernement de

³⁹ Alessandro Caviglia, « Démocratie et autoritarisme dans le Pérou actuel », *Droit et cultures*, n°62, février 2012, p.58.

transition après la démission de l'ancien président Alberto Fujimori⁴⁰. La seule affaire Odebrecht, du nom de la grande multinationale brésilienne de travaux publics, a impliqué les 4 derniers présidents en exercice, d'Alan García à Pedro Pablo Kuczynski. La corruption constitue donc une pratique commune au sein des élites péruviennes tant et si bien que même le pouvoir judiciaire a fini par être éclaboussé⁴¹.

Pour l'anecdote, Keiko Fujimori avait tout intérêt à gagner les élections présidentielles puisqu'elle est elle-même impliquée dans un scandale politico-financier lié à l'entreprise Odebrecht⁴². Cette pression explique pourquoi la candidate de la droite péruvienne a dénoncé des fraudes lors du scrutin et contesté les élections devant l'Organe national du processus électoral (ONPE), c'est-à-dire le tribunal électoral du pays. Cette technique de déstabilisation, plus connue sous le nom de *lawfare*, consiste en une instrumentalisation de la justice à des fins d'élimination de concurrents gênants pour l'oligarchie au pouvoir. La manœuvre a tourné court puisque l'ONPE a finalement entériné la victoire de Castillo à la mi-juillet de cette année⁴³. Une fois cette longue étape passée, Pedro Castillo a pu prêter serment le 28 juillet 2021 en tant que premier président du Pérou qui provient de la paysannerie au lieu des élites urbaines. L'Administration Castillo manifeste la très ferme intention de se défaire de la chape de plomb néolibérale qui pèse sur la société bolivienne, d'où le projet de réformer la constitution fujimoriste de 1993. Pour gagner cet ambitieux pari, le nouvel exécutif envisage de convoquer une assemblée constituante.

Montée des tensions en perspective ?

Il s'agit pourtant d'une hypothèse actuellement exclue par l'actuelle constitution péruvienne qui précise *expressis verbis* en son article 206 que « toute réforme constitutionnelle doit être

⁴⁰ L'Expansión (Mexique), "8 ex presidentes de Perú señalados por corrupción", édition mise en ligne le 15 novembre 2020. Url: <https://expansion.mx/mundo/2020/11/15/8-ex-presidentes-peru-acusados-corrupcion>. Date de consultation: 10 août 2021.

⁴¹ Jacqueline Fowks, "Las sospechas de corrupción empañan la reforma judicial en Perú", *El País* (Espagne), édition mise en ligne le 12 janvier 2020. Date de consultation: 11 août 2021.
Url : https://elpais.com/internacional/2020/01/11/actualidad/1578768729_670279.html

⁴² Gilles Biassette, « Pérou : le scandale Odebrecht rattrape la famille Fujimori », *La Croix*, édition mise en ligne le 11 novembre 2018, Url: <https://www.la-croix.com/Monde/Ameriques/Perou-scandale-Odebrecht-rattrape-famille-Fujimori-2018-10-11-1200975336> (date de consultation: 10 août 2011)

⁴³ Carlos Noriega, "Perú: la justicia electoral confirmó el triunfo de Pedro Castillo", *Página/12*, édition mise en ligne le 17 juillet 2021. Url: <https://www.pagina12.com.ar/355538-peru-la-justicia-electoral-confirmando-el-triunfo-de-pedro-cast> (date de consultation: 11 août 2021).

approuvée par le Congrès à la majorité absolue de ses membres, et ratifiée par référendum. Le référendum peut être omis lorsque l'accord du Congrès est obtenu au cours de deux législatures ordinaires successives avec un vote favorable, dans chaque cas, supérieur aux deux tiers du nombre légal des membres du Congrès »⁴⁴. Dans ce contexte, la fin de non-recevoir des députés de droite rejetant toute hypothèse de modification de la Constitution qui impliquerait une assemblée extraparlamentaire pourrait assez rapidement déboucher sur une confrontation entre les pouvoirs législatif et exécutif dans la mesure où la coalition des partis de gauche qui a porté Pedro Castillo au pouvoir ne dispose pas d'une majorité au Parlement.

Les législatives n'ont, en effet, pas permis à *Perú Libre* et à *Juntos por el Perú*, soit les deux partis qui soutenaient la candidature de Pedro Castillo, d'obtenir une majorité au Congrès de la République (le parlement monocaméral péruvien). Les deux partis de gauche disposent de 42 sièges (37 pour à *Perú Libre* et 5 pour *Juntos por el Perú*) sur 130. L'Administration Castillo peut, cependant, disposer du soutien sans participation gouvernementale de 9 députés centristes appartenant au *Partido Democrático Somos Perú* et au *Partido Morado*. Les 79 sièges restants sont aux mains de l'opposition de droite au sein de laquelle *Fuerza Popular*, le parti de Keiko Fujimori, représente la première force avec 24 sièges⁴⁵.

Cette fragmentation, couplée à une polarisation grandissante de la vie publique péruvienne, est susceptible de déboucher sur une crise politique majeure. Pour l'heure, on assiste, en effet, à un tir groupé de la droite contre Guido Bellido, membre éminent de *Perú Libre* pressenti pour être le futur premier ministre du Pérou, accusé par ses adversaires de complicité d'apologie du Sentier Lumineux, organisation terroriste d'obédience maoïste qui a livré une guerre ouverte contre l'Etat péruvien jusqu'en 1992, date à laquelle Abimael Guzmán, le leader du mouvement, a été arrêté par l'armée. Peu après, le Sentier Lumineux va se déliter et se diviser. Abimael Guzmán a été condamné à la prison à perpétuité et est toujours détenu à la prison de la base militaire du port de Callao dans la banlieue de Lima⁴⁶.

⁴⁴ Organisation des Etats Américains (OEA), Constitution du Pérou, date de consultation : 12 août 2021. Url: https://www.oas.org/juridico/spanish/per_res17.pdf.

⁴⁵ Congreso de la República (Parlement 2021-2026), Liste des parlementaires, Url : <https://www.congreso.gob.pe/pleno/congresistas/>. Date de consultation: 12 août 2021.

⁴⁶ Martí Sánchez y Jerónimo Ríos, *Breve historia de Sendero Luminoso*, Revuelta Editores/Catarata, Madrid, 2019.

Ce petit exercice de mise en perspective historique permet d'établir que les accusations portées contre Bellido correspondent davantage à une opération de communication politique qu'à des faits tangibles. En effet, Guido Bellido avait 13 ans quand Guzmán a été arrêté. Il en va de même pour d'autres membres de la direction de *Perú Libre*⁴⁷. La pression du *lawfare*, un grand classique de la droite latino, ne risque d'ailleurs pas de baisser en intensité dans un avenir proche. C'est ainsi que début août, le premier ministre et le vice-président de la République, par ailleurs président de *Perú Libre*, ont été mis en examen pour des faits de blanchiment d'argent⁴⁸.

Reprendre son destin en main après la pandémie

Ces pressions tombent évidemment mal car à l'avenir, le pays devra faire face à d'importants défis sur les plans économique et social, à commencer par la gestion de la pandémie de Covid-19. A la mi-juillet, « le Pérou était de loin le pays qui compte le plus grand nombre de décès dus au Covid-19 par habitant. 596 décès sur 100.000 habitants sont dus à la maladie. Ce bilan est presque deux fois plus élevé que celui du second pays le plus touché par la pandémie, la Hongrie, où sont dénombrés 307 décès pour 100.000 habitants. Plusieurs raisons expliquent les piètres résultats du Pérou face à la pandémie : système de santé mal financé et insuffisamment préparé, avec notamment trop peu de places en soin intensifs, déploiement lent de la vaccination, capacité de test limitée, économie informelle importante (ce qui se traduit par un nombre élevé d'habitants ne pouvant se permettre de ne pas travailler), logements surpeuplés... En outre, le pays a également été confronté au variant Lambda »⁴⁹.

Les mesures de confinement nécessaires à la lutte contre la propagation du coronavirus ont entraîné une baisse importante du PIB (-11%) l'année dernière tant et si bien qu'un Péruvien sur trois vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté alors que le pays figure parmi les plus inégalitaires de la planète avec un coefficient de Gini de 0,415 en 2019⁵⁰. La relance de l'économie nationale n'aura rien d'évident ni de très rapide dans la mesure où à peine 15% de

⁴⁷ Diario Gestión (Pérou), "Abren investigación a Vladimir Cerrón, Guido Bellido y Guillermo Bermejo por terrorismo", édition mise en ligne le 12 août 2021. Url: shorturl.at/w0346. Date de consultation: 12 août 2021.

⁴⁸ El Confidencial, "Perú: imputan por lavado de dinero al primer ministro y al líder del partido de Gobierno", édition mise en ligne le 10 août 2021. Url :shorturl.at/qtzT2. Date de consultation: 12 août 2021.

⁴⁹ Tara Hurst, « Covid-19 : que sait-on du variant Lambda, désormais présent dans 29 pays ? », *The Conversation*, date de mise en ligne le 15 juillet 2021, Url: shorturl.at/cirxS. Date de consultation : 1er août 2021.

⁵⁰ Banque Mondiale, Peru, Gini Index. Url : shorturl.at/vBIV4. Date de consultation : 15 août 2021.

la population était totalement vaccinée à l'été 2021⁵¹. Pour l'heure, les grands piliers structurels de la politique économique péruvienne n'ont pas été modifiés. De toute façon, le nouveau gouvernement a refusé l'aventurisme en matière économique afin d'éviter que la spéculation ne se déchaîne contre la devise nationale (le sol). Voilà pourquoi le nouvel exécutif péruvien a renouvelé sa confiance au président de la banque centrale, le très orthodoxe Julio Velarde⁵². Il s'agit là d'un signe de ce que le nouveau gouvernement entend respecter dans les mois qui viennent l'indépendance de la banque centrale, laquelle est garantie par l'article 84 de la constitution péruvienne.

Cette posture attentiste est sans doute la plus adaptée à la situation. La dette extérieure brute du Pérou (c'est-à-dire tant publique que privée) représentait 43,45% du PIB en 2020. L'endettement du secteur public est particulièrement faible puisqu'il représente à peine 3% du PIB. Si le nouveau gouvernement avait improvisé, le sol se serait gravement déprécié face au billet vert, avec à la clé une remontée de l'inflation importée. Pour l'heure, on ne constate pas de dévissage important du sol face au billet vert. Si du 6 juin au 10 août 2021, la monnaie péruvienne a perdu 5,16% face au dollar, on notera, en revanche, qu'entre le 7 et le 11 août, une légère appréciation du sol. La prudence, pour l'heure, semble payer.

Face à ces passifs, il y a, côté actifs, les réserves de change du pays. De ce côté-là, le Pérou est loin de présenter un bilan négatif. Les réserves de la banque centrale s'élevaient à 70,315 milliards de dollars en juin 2021, soit le niveau impressionnant de 37,524% du PIB et près de 18 mois d'importation⁵³. Ce sont de très bons chiffres. Le taux de couverture minimal des importations est largement dépassé. Classiquement, on estime que les réserves d'un pays doivent, en effet, permettre de couvrir au minimum trois mois d'importations⁵⁴. De surcroît, les réserves du pays doivent permettre de faire face à la totalité de sa dette à court terme⁵⁵. En mars 2021, la dette extérieure à court terme du Pérou était de 8,8 milliards de dollars. Les réserves sont donc près de 9 fois supérieures à ce montant. Donc aucun souci à se faire pour cette question. En outre, les réserves de change doivent équivaloir à 40% de la dette extérieure

⁵¹ Neïla Beyler, « Pérou : fraîchement intronisé, Pedro Castillo promet une réforme de la Constitution », *Les Echos*, édition mise en ligne le 29 juillet 2021. Url: shorturl.at/iOQ09. Date de consultation: 12 août 2021.

⁵² María Cervantes, "Peru's Castillo to Reappoint Velarde as Central Bank Head", *Bloomberg*, édition mise en ligne le 27 juin 2021. Url: shorturl.at/ktHI0. Date de consultation: 12 août 2021.

⁵³ CEIC Data, août 2021.

⁵⁴ Voir Robert Triffin, "Gold and the Dollar Crisis", Yale University Press, New Haven, 1960.

⁵⁵ Alan Greenspan, « Currency Reserves and Debt. Remarks at the World Bank Conference on Trends in Reserve Management » (Washington, DC, 29 avril 1999). Url : shorturl.at/hwCFM. Date de consultation : 13 août 2021.

totale⁵⁶. C'est largement le cas pour le Pérou dont les réserves représentent, d'après les dernières données disponibles, plus de 85% de la dette extérieure. Enfin, il est classiquement admis que les réserves de change doivent représenter au maximum 20% de la monnaie en circulation⁵⁷. Là encore, les données du Pérou sont positives puisque les réserves du pays représentaient en juin de cette année près de 100% de la masse monétaire en circulation⁵⁸.

De récentes publications recommandent également de tenir compte du risque de fuite des capitaux pour évaluer le niveau de réserve du pays⁵⁹. De ce point de vue, le risque pays du Pérou risque de croître si un gouvernement de gauche arrache des mesures de redistribution de la richesse, sans parler évidemment de politiques de nationalisation. Evidemment, il serait intéressant, dans ces conditions, d'imposer un contrôle des changes et utiliser les imposantes réserves du pays pour relancer l'économie sans devoir s'endetter sur les marchés de capitaux. Une stratégie de ce type n'aurait rien de désavantageux pour l'économie péruvienne puisque les réserves de change péruviennes, du fait du renchérissement des matières premières, sont appelées à se renforcer dans les mois à venir. Pour information, le Pérou exporte principalement du cuivre (30,47% des exportations en 2019), de l'or (14,5% de ses exportations en 2019) et du zinc (5,3% des exportations en 2019)⁶⁰.

Or, les cours de ces trois matières premières se situent à de meilleurs niveaux depuis la réactivation de l'économie mondiale à la fin de l'année dernière. La tonne de cuivre était cotée à hauteur de 8.205,000 euros le 13 août 2021 contre 4.485 euros en mars 2020 quand les mesures de confinement étaient appliquées. Depuis la fin du mois de novembre 2020, les cours du cuivre ont atteint un plus haut historique en dépassant leur valeur maximale de 6.300 euros de la mi-mars 2012⁶¹. A la fin août 2021, l'once d'or valait 1.776,578 dollars contre 1.500 dollars il y a deux ans. Il est toutefois vrai que depuis que les incertitudes concernant

⁵⁶ Weir M. Brown, "The external liquidity of an advanced country", Princeton studies in international finance ; n°. 14 (International Finance Section, Dept. of Economics, Princeton University), 1964.

⁵⁷ Les indices de référence pour cette variable se situent entre 10 % et 20 % pour les pays appliquant un taux de change fixe et 5 % et 10 % en revanche pour les pays ayant adopté un régime de taux de change flexible. Le sol péruvien se caractérise par un régime de taux de change flexible. Pour les lecteurs intéressés par davantage de détails techniques, lire Fritz, Machlup, "The Need for Monetary Reserves », Banca Nazionale del Lavoro, Quarterly Review, No. 78, septembre 1966, Rome, pp.175-222.

⁵⁸ Ceic Data, Peru, calculs propres, date de consultation : 14 août 2021. Url : <https://www.ceicdata.com/en/country/peru>.

⁵⁹ Johannes Onno de Beaufort Wijnholds et Arie Kapteyn, "Reserve Adequacy in Emerging Market Economies", IMF Working Paper, n°. 01/43, 2001.

⁶⁰ The Observatory of Economic Complexity, Profile Country, Peru, Url: <https://oec.world/en/profile/country/per>. Date de consultation: 14 août 2021.

⁶¹ Les Echos, Blog Investir, *Cuivre*, Url : shorturl.at/drwFV. Date de consultation : 14 août 2021.

l'économie mondiale se sont quelque peu dissipées, le cours de l'or a légèrement baissé. Au début du mois d'août de l'année dernière, il s'élevait à 2.000 dollars l'once⁶². Les prévisions misent, vu la politique monétariste accommodante de la FED, sur une tendance haussière jusqu'au début de l'année prochaine avec une stabilisation de long terme aux alentours de 1.800-1.850 dollars l'once à la fin 2022⁶³. En ce qui concerne le zinc, les perspectives sont là encore très bonnes. La tonne de zinc valait 3016,5 dollars à la mi-août. La récupération en un an est particulièrement spectaculaire puisque la cotation de la tonne de zinc était de 2362,5 dollars à la mi-août 2020. Or, depuis la mi-mai de cette année, le zinc retrouve globalement son niveau d'il y a 4 ans⁶⁴. D'un point de vue davantage prospectif, les cours du cuivre et du zinc sont appelés à rester soutenus à l'avenir dans la mesure où ces deux métaux non-ferreux constituent des éléments importants dans la fabrication des batteries de voitures électriques.

Questions politiques

La question de l'utilisation des réserves de change n'est, hélas, pas de nature exclusivement technique. Elle est, au contraire, résolument politique. En effet, la constitution péruvienne garantit, comme nous avons déjà pu le voir, l'indépendance de la banque centrale. De surcroît, l'article 78 alinéa 4 de la constitution péruvienne dispose que les crédits octroyés par la banque centrale ne peuvent jamais être comptabilisés comme revenus fiscaux et doivent, au contraire, être dûment renseignés comme des prêts.

Pour compliquer davantage encore les choses, le droit constitutionnel péruvien consacre pleinement, en son article 86, le principe de gestion collégiale de la Banque centrale par un directoire, encadré, au demeurant, de près par le pouvoir législatif : « la Banque est administrée par un Directoire composé de sept membres. Le pouvoir exécutif nomme quatre membres, dont le président, qui doivent être ratifiés par le Congrès. De même, le Congrès vote les trois autres membres à la majorité absolue ». Autrement dit, la composition du directoire de la Banque centrale est le reflet de la représentation politique qui, jusqu'aujourd'hui du moins, est restée majoritairement de droite au Pérou.

⁶² Les Echos, Blog Investir, *Once d'or*, Url : shorturl.at/coKX3. Date de consultation : 14 août 2021.

⁶³ Joris Zanna, Gold : le cours de l'or consolide in *Daily FX News*, 29 juillet 2021. Url: shorturl.at/gCFJ3. Date de consultation: 13 août 2021.

⁶⁴ Les Echos, Blog Investir, *Zinc*, Url : shorturl.at/cuQS1. Date de consultation : 14 août 2021.

Toute sortie un peu conséquente de l'orthodoxie néolibérale s'avère clairement mise d'avance en difficulté par de telles dispositions. En l'état actuel des choses, il apparaît donc difficile d'imposer un dispositif relativement contraignant de contrôle des changes au Pérou. Jusqu'à présent, la politique de la banque centrale a surtout consisté à vendre des dollars des réserves sur les marchés des changes afin de préserver le cours du sol. La chose commence, d'ailleurs, à prendre des allures impressionnantes. Depuis le mois d'avril, la banque centrale péruvienne a, d'après Barclays, utilisé 10% de ses réserves pour contenir la pression à la hausse du dollar⁶⁵. Cette gestion de la fuite des capitaux par l'entremise exclusive du marché des changes appartient au registre classique des droites de la région.

L'Argentine post-macriste en a, comme nous l'avons vérifié auparavant, fait récemment les frais. Pour que la situation évolue et implique la mise en œuvre d'une politique de contrôle des changes, un changement de constitution, moyennant l'organisation d'une assemblée constituante, s'avère plus que jamais nécessaire, ce d'autant que les missions de la banque centrale péruvienne se limitent actuellement à la stabilité des prix sans objectifs concomitants en termes d'emploi et de croissance. Or, ce mandat ne peut être modifié que par la loi et donc, en l'état actuel des rapports de forces politiques, par un parlement de droite. Le serpent des contradictions de la société péruvienne se mord obstinément la queue. Il faudra sans doute toute la vigueur d'une assemblée constituante pour tenter de dépasser ce blocage.

En réalité, c'est un alignement assez strict de Lima sur Etats-Unis et leurs desideratas qui est aujourd'hui remis en cause par l'élection de Pedro Castillo. Par exemple, l'utilisation souveraine de ses réserves de change par le Pérou se heurte au fait que 56% de ces dernières (soit plus de 39 milliards de dollars) ont été investies sous forme d'obligations de long terme sur les marchés américains⁶⁶.

A la mi-août, le parlement péruvien semblait bien décidé à entrer en fronde contre le pouvoir exécutif. Au même moment, la presse conservatrice du pays tirait à boulets rouges sur la nomination au poste de ministre des Affaires étrangères du sociologue marxiste Héctor Béjar, lequel souhaitait que son pays quitte le groupe de Lima. Ce dernier désigne une organisation

⁶⁵ La República, "BCR ya usó el 10% de sus reservas para frenar el alza del dólar", édition mise en ligne du 9 août 2021. Url: shorturl.at/louG4. Date de consultation: 11 août 2021.

⁶⁶ U.S Department of the Treasury, U.S. Long-Term Securities Held by Foreign Residents, May 2021. Url : <https://ticdata.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/tic/Documents/slt1d.txt> (date de consultation: 14 août 2021)

multilatérale de gouvernements latino-américains visant à renverser le gouvernement légal du Venezuela. Après la mise en ligne d'une vidéo réalisée à la fin de l'année 2020 dans laquelle il estimait que la guérilla du Sentier Lumineux avait été organisée grâce au soutien de la Central Intelligence Agency (CIA), Héctor Béjar a été contraint à la démission par l'opposition de droite⁶⁷. Son successeur, Óscar Maúrtua De Romaña, a déjà été ministre des Affaires étrangères du temps d'Alejandro Toledo (2001-2006). Durant son mandat, Maúrtua De Romaña s'était signalé par un antichavisme virulent et avait rappelé l'ambassadeur péruvien à Caracas. Sa nomination a déjà donné lieu à une série de commentaires acerbes. Le vice-président lui-même, Vladimir Cerrón, n'a pas hésité à écrire, sur son compte Twitter, que « le nouveau chancelier, Óscar Maúrtua De Romaña, ne représente pas l'orientation de *Perú Libre*. Notre parti est une entité inclusive et souveraine, engagée en faveur d'une ibéro-Amérique unie indépendante, rejetant toute ingérence ou politique servile » (tweet daté du 21 août 2021)⁶⁸.

Les contradictions de la société péruvienne viennent, déjà, de gagner le gouvernement. Au sein de ce dernier, une lutte de moins en moins sourde oppose une aile gauche que l'on qualifiera, pour faire vite, de néobolivarienne et des éléments plus conservateurs sans doute davantage soucieux de préserver un alignement sur Washington. L'issue des débats relatifs à l'appartenance au groupe de Lima nous permettra de savoir assez vite quelle faction dominera le jeu politique péruvien dans les mois à venir. Poser froidement et frontalement la question de l'indépendance réelle du Pérou post-fujimoriste à l'égard de Washington pourrait peut-être, dans ces conditions, permettre de mobiliser la population en faveur de la création d'une assemblée constituante afin de renverser la constitutionnalisation des alternatives sans alternance à Lima. Il y a du pain sur la planche...

⁶⁷ The Guardian, "Peru minister resigns after suggesting Shining Path rebels had CIA support", édition mise en ligne le 17 août 2021, Url: shorturl.at/kCLS4. Date de consultation: 22 août 2021.

⁶⁸ Compte Twitter de Vladimir Cerrón, Url: shorturl.at/dEKT2. Date de consultation: 22 août 2021.

Conclusion

Au terme de ce parcours, peut-être aride, de certaines réalités sud-américaines, on a pu établir l'existence de mécanismes de contrôle et de limitation de la souveraineté populaire relevant davantage de la main de fer dans un gant de velours que de la coercition directe. Il s'agit là d'une rupture avec les modes d'ingérence qui ont caractérisé la politique extérieure des Etats-Unis en Amérique latine entre 1824, date à laquelle la doctrine Monroe a été formulée, et la fin des années 1980 alors que l'opération Condor avait porté ses fruits puisque les foyers de subversion, du Brésil au Chili, avaient été éliminés.

L'ère des démocraties à choix limités pouvait alors commencer. On se gardera toutefois d'envisager la succession de ces deux cycles comme relevant de dynamiques résolument contradictoires. En effet, l'opération Condor se caractérisait par un haut degré de planification et d'organisation. Ces précieuses compétences restaient donc mobilisables pour penser et modeler l'Amérique latine d'après la normalisation. Un processus de ce type a clairement été à l'œuvre dans la mise en place d'instances garantissant la gouvernabilité du Pérou lors des deux mandats à la magistrature suprême d'Alberto Fujimori. On notera avec intérêt que ni les scandales de corruption qui ont émaillé la présidence Fujimori ni le fait que cette constitution ait été rédigée à la faveur d'un épisode de mise entre parenthèses des institutions démocratiques n'ont suffi à la décrédibiliser. Bien au contraire, le rôle important qu'elle reconnaissait au pouvoir législatif complique l'émergence de figures charismatiques susceptibles, moyennant un soutien populaire de taille, de s'emparer de l'appareil d'Etat et d'imprimer une inflexion à gauche dans la conduite des affaires publiques. Jusqu'à présent, ce sont des conjonctures de ce type qui ont permis de réviser, plus ou moins profondément et plus ou moins durablement selon les contextes nationaux, les inégalités socioéconomiques, les déficiences de la protection sociale, les difficultés d'accès aux services publics dans les zones marginalisées (campagnes et bidonvilles, pour l'essentiel) et le délabrement de l'éducation publique. De ce point de vue, il est tout de même un peu symptomatique que les médias occidentaux insistent à ce point sur les échecs, réels comme fantasmés, du chavisme au Venezuela sans jamais rétablir l'équilibre en documentant les succès avérés de la Bolivie d'Evo Morales et de Luis Arce.

En tout état de cause, force est de constater que si tous les caudillos n'ont pas été de gauche en Amérique latine, la plupart des initiatives de transformation sociale ont été le fait d'exécutifs forts conduits par des hommes providentiels. On aurait, au demeurant, tort d'assimiler cette réalité politique à une manifestation de conservatisme sociétal sur fond de patriarcat étouffant. Sous Cristina Kirchner, cet exercice du charisme au service des intérêts des catégories populaires s'est, d'ailleurs, féminisé et a permis cahin caha l'émergence d'un agenda politique féministe consistant en Argentine. Indubitablement, l'Amérique latine reste, sous bien des aspects, le continent du populisme. La formulation de ce constat ne revêt en aucune manière une dimension normative car en fin de compte, l'unique registre prescriptif auquel adhéreront les populations latino-américaines sera issu des débats et des luttes qu'elles dirigeront elles-mêmes.

Dans le cas du Pérou, ce texte a permis de vérifier que l'émergence d'une force politique se définissant à la base comme la voix des sans-voix dans la grande tradition des formations plébéiennes dans la région se heurte frontalement à un système politique fonctionnant en circuit fermé. Dans cet ordre d'idées, la constitution nationale est moins chargée, au final, d'assurer l'égalité des citoyens entre eux que la capacité d'autoreproduction des élites. Au Pérou comme au Chili voisin, le développement de stratégies de contournement des constitutions néolibérales, mettant en péril le pluralisme politique réel dans les sociétés concernées, passera vraisemblablement par la mise en œuvre d'assemblées constituantes. Il affétera à ces dernières de permettre le renouvellement d'un imaginaire politique collectif dans le but de remettre profondément en cause l'hégémonie du grand récit néolibéral qui s'est, depuis une trentaine d'années, substitué à tous les autres en Amérique latine comme, par ailleurs, chez nous.

Les forces de gauche engagées dans ces processus de « dénaturalisation » du néolibéralisme devront bien évidemment s'attendre à une réaction des oppositions de droite désireuses de maintenir un *statu quo* qui a enkysté dans le droit leur hégémonie idéologique au service de politiques de classe aux contours bien marqués. L'enclenchement du *lawfare* ne devrait donc plus tarder trop longtemps au Pérou. La criminalisation des forces populaires alternatives et l'instrumentalisation à cette fin du droit ne constituent en rien une expérience inédite dans cette partie du monde. En effet, tant l'éviction de Dilma Rousseff que la condamnation de Lula ou encore les processus de harcèlement judiciaires à l'encontre de l'Administration

Kirchner en Argentine constituaient avant toute chose des opérations politiques. On en voudra pour preuve la réhabilitation particulièrement éclatante de Lula en mars de cette année. A cette occasion, la Cour Suprême du Brésil a statué que toutes les condamnations qui avaient été prononcées contre l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva n'avaient tout simplement aucun fondement légal. La plus haute juridiction du Brésil s'est, pour établir cette conclusion, bornée à constater que le tribunal de Curitiba qui a jugé et condamné Lula à de la prison ferme n'était, en définitive, pas compétent pour statuer sur ces matières. L'argument de l'incompétence du tribunal, et donc également celle du juge Sergio Moro qui a œuvré comme fer de lance de la campagne en faveur de la condamnation de Lula, avait été déjà mis en avant par les avocats de ce dernier dès 2016. Cinq ans plus tard, la justice leur a définitivement donné raison.

Naturellement, la fraction la plus dure de la droite, à commencer évidemment par le président en exercice Jair Messias Bolsonaro qui se sera montré pour l'occasion fidèle à sa réputation de Trump des tropiques, a durement critiqué cette décision. Il est vrai qu'Edson Fachin, le magistrat de la Cour Suprême qui a innocenté Lula, incarne une certaine forme de « juge rouge » au Brésil. Il faut se souvenir qu'en 2003, Fachin avait signé un manifeste, avec un député pédiste de l'époque, Luiz Greenhalgh et le juriste Fábio Comparato, en faveur de l'application par le gouvernement des dispositions prévoyant, dans le cadre de la réforme agraire, l'expropriation de terres laissées en friche à des fins de spéculation foncière. En réalité, le *lawfare* latino-américain, puisque les serviteurs de la justice ne vivent pas en dehors de la société dont ils sont des agents comme tout un chacun, est consubstantiel d'une polarisation politique qui concerne toutes les institutions de ces pays.

De ce point de vue, le fait que le gouvernement de Pedro Castillo ait, à la fin du mois d'août de cette année, bénéficié, contre, d'ailleurs, toute attente, de la confiance d'un parlement marqué à droite ne signifie pas nécessairement pas que l'heure soit à l'apaisement. Plutôt que d'opter pour une opposition politique frontale, la droite péruvienne semble, pour l'heure, tentée de déplacer le terrain de l'affrontement idéologique du parlement vers les cours et tribunaux. C'est, en tout état de cause, ce qui s'est déjà produit dans le passé en Argentine et au Brésil. Il se pourrait même, dans ce contexte, qu'un projet de loi instituant une assemblée constituante soit, malgré tout, adopté par une majorité de parlementaires péruviens. La stratégie de la judiciarisation du conflit politico-idéologique typique du *lawfare* est, en effet,

bien plus fonctionnelle aux intérêts des oppositions de droite car si elle débouche sur une tension majeure entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, elle peut ouvrir la porte des sanctions de la part des Etats-Unis et à l'isolement du vilain gouvernement populiste. Il est encore trop tôt pour affirmer que cette trajectoire sera celle du Pérou dans les années à venir.

En revanche, ce fut clairement le cas du Venezuela sous Hugo Chávez. La virulence de la polarisation sociopolitique de la société vénézuélienne a fini par corroder les institutions nationales, sans pour autant déboucher sur l'apparition d'un appareil d'Etat représentatif d'une nouvelle hégémonie idéologico-culturelle, tant et si bien que la politique de sanctions décidée par les Etats-Unis a constitué le terreau sur lequel a prospéré l'opposition vénézuélienne. Le Venezuela de Nicolás Maduro est, en effet, considéré depuis 2015 comme une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Par conséquent, Caracas est en proie à de terribles sanctions. On citera notamment les restrictions imposées par Washington à ses exportations d'hydrocarbures.

Les situations de l'Argentine et de Cuba autorisent à penser que les stratégies d'étranglement économique, conjuguées avec les subtilités du *lawfare*, constitueront le mode d'interaction privilégié de Washington avec les Etats récalcitrants de son arrière-cour latino-américaine en cas de besoin. A ce propos, s'il n'y a rien de particulièrement surprenant à ce que les chapitres III et IV de la loi Helms-Burton, qui étaient gelés depuis le milieu des années 1990, aient été pour la première fois appliqués par l'aide dure du camp républicain sous la présidence de Donald Trump, il s'avère particulièrement symptomatique que la politique de sanctions contre Cuba ait été récemment durcie par l'Administration Biden. Le cas cubain s'avère, en la matière, particulièrement emblématique puisqu'une procédure de contestation des mesures d'extraterritorialité contenues dans la loi Helms-Burton pourrait être à nouveau introduite par l'Union européenne auprès de l'Organisation mondiale du commerce. C'était, en tout cas, le souhait exprimé par le gouvernement espagnol au début de l'année dernière. Si cette démarche aboutissait, c'est l'ensemble des dispositifs de sanctions extraterritoriales mis en œuvre par les Etats-Unis qui pourraient, le cas échéant, être démantelés à l'avenir.

Malheureusement, ce type d'actions ne suffira peut-être pas à endiguer la volonté d'ingérence de Washington à l'avenir. Il semble de plus en plus clair qu'à moyen terme, la Fed pourrait revoir à la baisse ses interventions sur les marchés de façon à faire progressivement remonter

les taux d'intérêts à long terme. Or, on observe depuis le début des années 2010, que la dette extérieure privée est plus importante que la dette extérieure souveraine en Amérique latine.

Au Brésil, l'endettement extérieur des acteurs privés équivalait, à la fin de l'année 2019, à près de 112 % du PIB. On retrouve une situation similaire au Chili, au Brésil et en Argentine. Une variation à la hausse des taux de change ou d'intérêt ferait mécaniquement grimper le coût de la dette avec à la clé, d'importants risques de faillites. Si ce scénario se matérialise, les pouvoirs publics de ces pays auront tendance à socialiser un certain nombre de dettes privées. C'est *mutatis mutandis* ce qui s'est produit en Argentine sous Mauricio Macri quand l'Etat argentin s'est endetté en devises afin de permettre aux acteurs privés d'accéder à des dollars. Le prix à payer pour ce type de stratégies réside dans une dépendance de plus en plus grande des Etats locaux au marché international des capitaux et aux instances supranationales, au premier rang desquelles le FMI, chargées de sécuriser le remboursement de la dette extérieure.

L'Argentine néokirchneriste tente, tant bien que mal, de se libérer de ce troisième mode d'ingérence qui résulte de la dollarisation des économies latino-américaines depuis le début des années 1980. La chose n'a rien d'évident. En effet, il est difficile pour les gouvernements de la région d'opérer en période de crise un retour à un usage plus étendu de leurs devises nationales car les populations veulent se protéger en détenant des billets verts. Mais plus ces agents protègent leurs actifs en les convertissant en monnaies dures (euros et surtout dollars), plus les balances de paiement de leurs pays se dégradent de telle sorte que le taux d'inflation tend à augmenter, ce qui, du même coup, aiguise davantage l'appétence pour les dollars qui nourrit, en retour, l'inflation.

Classiquement, ces épisodes se soldent par des restructurations, plus ou moins importantes, du volume de la dette extérieure et des démonétisations de la dette intérieure à la « faveur » de vagues inflationnistes. De ce point de vue, il ne faut pas se faire trop d'illusions. Les dettes publiques impayables ne sont jamais liquidées en raison de leur illégitimité (à dénoncer, d'ailleurs, dans des biens des cas) mais en vertu de leur caractère nocif sur le plan économique. La stratégie de la liquidation forcée de certains passifs libellés en devises étrangères revêt alors la forme d'une analyse coûts-bénéfices des plus classiques car après avoir annulé une partie de sa dette (ce à quoi correspond concrètement, en termes quantitatifs,

une restructuration), la vie n'est pas pour autant plus rose. Les coûts de financement des pays qui se livrent un peu trop souvent à ce type d'opérations ont, en effet, tendance à grimper vertigineusement par la suite.

C'est clairement ce qui arrive à l'Argentine depuis une vingtaine d'années. Il serait, dès lors, sans doute souhaitable pour ce pays, qui, depuis son indépendance, s'est retrouvé en moyenne tous les 25 ans en cessation de paiement, de faire table du passé et de repartir sur des bases plus saines en profitant d'un nouveau pôle de financement. La Chine constituera peut-être ce partenaire à l'avenir. Ce scénario se concrétisera quand la montée en gamme des industries chinoises sera devenue un fait accompli et que les consommateurs argentins seront demandeurs de yuans. En attendant, les gouvernements progressistes argentins finissent toujours par restructurer à intervalles réguliers la dette extérieure du pays.

Cette démarche, et les concessions auxquelles elle donne évidemment lieu, pourraient sembler insuffisamment radicales à bien des militants altermondialistes. De ce point de vue, on ne sait trop si les développements qui vont suivre les rassureront. Lorsque l'heure de la Chine sonnera (ce qui pourrait se produire plus tôt que prévu), il appartiendra aux intérêts bien compris des Argentins de se financer à des taux moindres auprès des investisseurs chinois. Il sera alors possible de saluer l'avènement d'une finance internationale multipolaire. L'emprise financière, pour l'heure décisive, des Etats-Unis sur la région pourra alors commencer à décliner. Cette perspective ne nous renvoie pas nécessairement aux calendes grecques.

Il se pourrait fort bien que cette nouvelle époque, correspondant à une profonde redéfinition des rapports de force internationaux, se produise aux cours des décennies 2030-2040. Mais c'est (déjà) une autre histoire...